



Pétition

APL : pas d'économies sur le dos des locataires !

Halte au feu ! Le gouvernement s'en prend aux allocations logement, ces aides personnelles au logement (APL) qui aident les ménages modestes à payer leur loyer, dans le parc privé ou dans le parc social. L'enjeu est énorme : 18 milliards d'euros. Toute atteinte à ces allocations a des conséquences sociales graves et immédiates.

- **A partir du 1^{er} octobre 2017**, ces aides indispensables baissent de 5€ par mois et par ménage. C'est une coupe de 400 millions d'euros par an sur le dos des locataires, au lieu d'encadrer les loyers, de prévenir réellement les expulsions, ou de lutter contre les inégalités.
- **En 2018**, malgré les protestations unanimes, l'exécutif veut faire bien pire : baisser d'environ 50 € par mois les APL des locataires du parc social, en imposant aux bailleurs HLM de le répercuter sur les loyers. Cette ponction inédite de 1,4 milliard d'euros chaque année sur le budget des HLM va réduire l'entretien et l'isolation thermique des HLM, la réalisation de nouveaux logements sociaux à bas loyers... C'est le modèle économique du logement social qui est menacé, avec des conséquences graves pour tous les locataires et les mal-logés.
- **En 2019**, le ministère annonce une coupe supplémentaire d'un milliard d'euros.

Où s'arrêteront-ils ?

Nous, citoyen-nes, locataires, associations de solidarité, de défense des mal-logé-es, des locataires, des consommateurs, syndicats, **demandons au gouvernement de revenir sur ces amputations brutales et injustes**, réalisées aux dépens des locataires et des plus modestes.

Vive l'APL !